



Éditorial

Ce deuxième numéro de Plateforme sort alors que le pays connaît une escalade de la répression à l'égard des militants et figures du Hirak. Cette répression ne pouvait s'accroître qu'après la suspension des manifestations publiques. Cette véritable démonstration de la force populaire non-violente qui tétanise tant le régime. Nous rappelons que la suspension fut une décision concertée et souveraine du Hirak pour préserver les concitoyens du risque pandémique.

Nous saisissons l'occasion du 58ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, pour rappeler l'enracinement révolutionnaire de la revendication du Hirak du 22 février. L'État civil et non militaire fait écho aux décisions du congrès du Soummam pour asseoir la primauté du civil sur le militaire.

Le 4 juillet est aussi l'anniversaire de la libération de Mourad Dhina de la prison. Il a été détenu en 2012, pendant six mois, à Paris sur la base d'un mandat d'arrêt émis par le régime algérien. Il est libéré car le régime n'est pas capable de fournir la moindre preuve pour étayer les accusations. La détention de Mourad coïncide avec l'agitation médiatique provoquée par RachadTV, première télévision algérienne indépendante, qui bousculait les calendriers électoraux en Algérie (législatif) et en France (présidentiel). Nous avons publié dans Madania l'une des lettres de prison pour rappeler la constance de notre lutte. Nous publions également un droit de réponse de Mourad Dhina à l'adresse d'Ahmed Bensaada à la suite de ses attaques récentes.

Initiatives citoyennes face au COVID-19



Les initiatives citoyennes à l'adresse des plus démunis et du personnel de la santé se sont multipliées depuis la propagation de la pandémie du coronavirus dans le pays.

Nos concitoyens ont rivalisé de générosité et d'abnégation : campagnes de désinfection des lieux publics, distribution de paniers solidaires, confection de masques et de surblouses, fabrication d'écrans faciaux, fabrication de combinaisons intégrales étanches, importation de kits de dépistage, etc.

Le peuple algérien a réussi à arracher au régime algérien défaillant un attribut régalien propre à l'État : assurer la sécurité

sanitaire et alimentaire de la population. De notre perspective, ces initiatives sont certainement une autre déclinaison du Hirak du 22 février 2019.

Nous saisissons l'occasion pour remercier tous ceux qui nous ont fait confiance et ont contribué au financement de notre campagne. Grâce à votre aide, nous avons pu livrer des kits de protections au personnel de la santé dans plusieurs wilayas. Nous avons également distribué des produits de première nécessité aux familles nécessiteuses grâce au concours des associations caritatives locales. Que dieu multiplie votre récompense pour votre aumône.

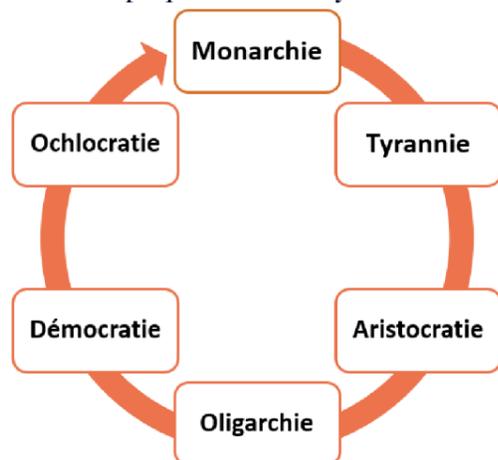
Les Trolls d'El Mouradia

Il paraît qu'« El Casa del Mouradia » n'abrite pas que des mafieux. Elle abrite aussi des trolls. C'est ce qu'ont découvert nos concitoyens qui suivent la page officielle de la présidence de la « république » algérienne. Cette dernière a publié le 16 mai 2020 un post et un montage photo insultant à l'égard de M. L. Zitout. Ceci s'est passé dans l'indifférence totale des médias algériens.

L'histoire demandera à Abdelatif Belkaim, responsable de la communication au niveau de la présidence, de justifier son acte. Probablement qu'il a confondu la page de la présidence avec l'une des autres pages de trolls dont il serait responsable ? Le temps nous le dira.

L'anatomie simplifiée de l'oligarchie algérienne

Les civilisations sont des êtres vivants. Elles ont une genèse, une apogée et une décadence. Elles se transforment d'une façon cyclique. Telle est la théorie de l'anacycluse de Polybe qui décrit ce phénomène et recense les régimes politiques qui peuvent être impliqués dans ce cycle de vie.



Pour identifier l'appartenance d'un régime politique particulier, il faut observer deux facteurs. Le premier est le nombre de ceux qui exercent le pouvoir. Le second est de déterminer si le régime œuvre pour le bien commun ou pour des biens particuliers.

Dans une monarchie ou une tyrannie, la gouvernance est articulée autour d'une seule personne. Le monarque sert le bien commun. Le tyran sert des intérêts particuliers. L'aristocratie est la gouvernance du tout petit nombre qui sert le bien commun. Elle dégénère en oligarchie quand elle se met à servir les intérêts particuliers. La démocratie est la gouvernance du grand nombre. L'ochlocratie est l'état délinquant de la démocratie quand elle sert les intérêts particuliers au lieu de servir l'intérêt commun.

L'Algérie est gouvernée par une poignée de généraux véreux servant leurs propres intérêts. C'est donc une oligarchie militaire. Ne pouvant gouverner d'une façon directe, cette oligarchie a besoin de façades « présentables » pour occulter son pouvoir : groupements financiers, partis politiques, organes médiatiques et système judiciaire asservi. Le tout construit un réseau collusif qui veille sur les intérêts des décideurs réels. De véritables chiens de garde vivants sur les miettes concédées, et jetés en pâture en cas de guerre de clans ou de révolte populaire. C'est le destin prévisible qui a été réservé aux « grands hommes d'affaires » associés aux clans déchus (Chakib Khalil, Ali Haddad, Issad Rebrab, Mahieddine Tahkout, les Kouninefs, Mourad Oulmi, ...) et leur réhabilitation en cas de revanche clanique (Chakib Khalil, Issad Rebrab, ...).

Pour comprendre la collusion entre les militaires

et leurs chiens de garde il faut suivre l'argent et donc les « hommes d'affaires ». L'exemple le plus emblématique est celui de Rebrab qui a bénéficié de sa proximité avec Mohamed Mediène (dit Tewfik) pour se propulser du statut d'un simple comptable à la sixième fortune du continent africain en un temps record. Il n'est pas le seul. Nous pouvons citer des fortunes moins médiatisées comme celles de Abdelghani Hamel, Amar Saadani, Cherif Rahmani et bien d'autres.

Les schémas d'enrichissement sont multiples. Les futurs riches se voient accordés des crédits bancaires qu'ils ne rembourseront jamais ou très rarement. Ils bénéficient de réductions fiscales voire même d'amnisties fiscales. Ils bénéficient de monopoles sur les marchés jusqu'à ce que ces derniers soient trop juteux pour qu'ils soient laissés à un seul décideur. Dans ce cas il y aura ouverture sous couvert de protection des consommateurs (marché du sucre et celui de l'automobile). Sans oublier l'accès privilégié, voire exclusif, aux marchés publics.

L'ascenseur est renvoyé vers les militaires de différentes manières. D'abord par le renflouement de leurs poches et comptes bancaires. Ensuite en veillant à ce que leurs intérêts ne soient pas compromis ou dévoilés à l'opinion publique. C'est là où commence la collusion avec la politique et avec les médias.

Le contrôle de la politique confère l'immunité aux affairistes de deux manières. Indirectement, par le financement des partis politiques qui ne pourront donc plus mener des actions à l'encontre de ceux qui les nourrissent. Ou directement en s'octroyant des postes à l'assemblée nationale ou au sénat. Les deux institutions offrent le graal immunitaire pendant le mandat. Les outils politiques peuvent servir, en parallèle, à la promulgation de lois favorables à leurs activités.

Le contrôle des médias a pour objectif de détourner l'attention du public des problèmes réels des Algériens. Ils sont de véritables organes de propagande au bénéfice d'un clan ou d'un autre. La télévision, l'outil d'information privilégié des Algériens, est restée pendant longtemps exclusive au régime, avant que ce dernier ne soit contraint à une dilution de l'espace audiovisuel avec l'émergence de télévisions militantes (comme celle de RachadTV - première télévision algérienne indépendante).

La corruption en Algérie est profondément militaire. Si nous voulons combattre la corruption, il est nécessaire de militer pour un État civil et non militaire. 🏠

Le monde en face : le journalisme délinquant



Les médias français s'intéressent désormais au HIRAK après une longue période d'hibernation et un black-out quasi-total. Voici France 5 qui nous pond un documentaire intitulé « le monde en face : Algérie, mon amour » pour raconter le quotidien de plusieurs jeunes algériens en marge du HIRAK du 22 février.

Les histoires de certains jeunes sont touchantes. Mais l'orientation idéologique du documentaire dans l'exposition de certaines aspirations à des libertés individuelles a créé polémique. Nous ne reviendrons pas sur ce point. Rachad a fait connaître sa position dans l'intervention du docteur Mourad Dhina dans l'émission « Ensemble Rachad » du 22/05/2020.

Les remous qui ont suivi la diffusion du documentaire nous ont intéressés. Particulièrement les déclarations des protagonistes du film qui ont affirmé que certains de leurs propos ont été altérés et pris hors contexte, que certaines des images ont été filmées à leur insu, et que les demandes de témoignage sous-couvert de certaines jeunes filles pour les rendre non-identifiables n'ont pas été respectées.

Cela nous pousse à nous interroger sur l'intégrité déontologique du réalisateur du film Mustapha Kessous. Connaît-il la déclaration des devoirs et des droits des journalistes plus communément connue sous le nom de « Charte de déontologie de Munich » ? Si l'on croit les déclarations des jeunes, le film serait une violation

manifeste des devoirs 3, 4, 5 & 7 de cette charte. Pour nous il en violerait également le devoir 9.

Ensuite, il est consternant de constater la légèreté de ce film en matière de protection de l'intégrité morale et physique des sources. Surtout quand il s'agit de jeunes qui ont à peine la vingtaine et qui réclament des libertés individuelles subversives. Nous félicitons la maturité et le civisme de la société algérienne qui a su gérer les conflits générés par la diffusion de ce film ce qui a fait que la polémique soit restée au stade de la polémique.

La légèreté des médias français a déjà fait une victime récente au Mali. France 24 est mise en cause dans l'exécution de Yehia Sadou. L'éleveur Malien a été enlevé le 5 février dernier et exécuté par des groupes armés à la suite d'une interview donnée à visage découvert sur la chaîne. 🏠

Annexe 1: Position de Rachad, émission « Ensemble Rachad » du 22/05/2020:

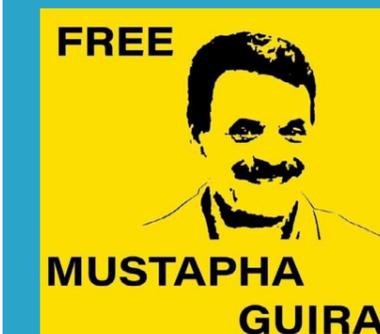
<https://www.youtube.com/watch?v=5Ubt2dEVGno>

Annexe 2: Extraits de la déclaration des devoirs de journaliste (Charte de Munich, novembre 1971).

Devoir 3: Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et les documents.

Devoir 4: Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des

Mustapha Guira kidnappé par la police politique



Quand il sortit de prison le 25 avril passé il se savait menacé par la police politique du centre Antar. Mustapha Guira a été kidnappé ce 15 juin, par cette police politique, devant sa maison, la veille de la manifestation du vendredi 70.

Il est triste de voir les services de renseignements d'un pays grand comme l'Algérie réduits à traquer les militants des droits humains au lieu de servir son peuple à l'intérieur comme à l'extérieur. Nous avons une idée plus noble pour nos services de renseignements que de s'adonner à la répression des citoyens au bénéfice du régime.

L'engagement de Mustapha en faveur d'un État de droit est total. L'engagement de ses camarades envers lui l'est aussi.

informations, des photographies et des documents.

Devoir 5: S'obliger à respecter la vie privée des personnes.

Devoir 7: Garder le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.

Devoir 9: Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs.

L'hôpital à l'épreuve du Covid-19 et du régime



Manifestation des collègues de Wafa Bouissa à Ras Eloued. Dr Wafa Boudissa est décédée à 28 ans des suites de la pandémie du Covid-19. Elle était enceinte de 8 mois au moment de son décès. La direction de l'hôpital lui avait refusé, à plusieurs reprises, ses demandes de congés exceptionnels.

Le système de santé algérien serait le meilleur en Afrique selon Tebboune. En matière de crétinerie, le régime sous Tebboune est égal à celui de Bouteflika. Rappelons-nous les déclarations fantasques de Ould Abbas, maintenant en prison, qui s'amusait à comparer les « réalisations » du régime à celles de la Suède ou l'USA.

À l'instar de tous les autres secteurs, la santé en Algérie est en souffrance. Nous connaissons les problèmes d'incompétence, de corruption (marché du diabète et d'importation de matériel médical) et même de charlatanisme (RHB Rahmat Rabi). La pandémie du Covid-19 exhibe désormais le management inhumain de l'hôpital algérien. En occurrence, le décès de la doctresse Wafa Boudissa dans des circonstances

dramatiques.

La direction de l'hôpital n'obéit qu'à la logique militaire. Les décisions prises arbitrairement et sans concertation par le régime sont appliquées à la lettre par les directions. Malheur à ceux qui les contestent. Les images des manifestations des médecins résidents en Janvier 2018 peuvent en témoigner.

Contrairement au régime, le Hirak et le peuple algériens se rappelleront les sacrifices de nos personnels de la santé. L'État civil auquel les Algériens aspirent saura rendre justice et considération à ces femmes et ces hommes qui se battent vaillamment, au prix de leurs propres vies, pour notre santé et pour notre vie. 🇩🇿

lisez le premier numéro de Plateforme (juin 2020) sur Yumpu



Yumpu

<https://www.yumpu.com/fr/document/view/63494072/rachad-plateforme-juin-2020>

Pour en finir avec "notre peuple est indiscipliné"

Ce peuple est indiscipliné et ne respecte rien. C'est avec cet argument fallacieux, de facilité, que certains de nos concitoyens ont qualifié le comportement de notre peuple quant au non-respect du confinement. Cette phrase est en réalité un classique qui déresponsabilise le régime de ses défaillances répétitives. Les solutions qui seraient proposées par le régime seraient vaines du fait de l'indiscipline supposée du peuple.

Prenons une seconde pour analyser cette phrase. À l'échelle individuelle, si un enfant est indiscipliné et mal élevé ce n'est certainement pas de sa faute mais de celles de ceux qui détiennent l'autorité parentale sur lui. En somme, le « tu es indiscipliné ! » est en réalité une critique, voire même une insulte, aux parents dans notre culture. Pourquoi lui donne-t-on une autre signification quand il s'agit de la relation entre notre peuple et son autorité responsable ?

Cette phrase est toxique car elle induit deux phénomènes qui arrangent bien les régimes défaillants. Le premier a un effet immédiat, celui de dédouaner le régime de ses échecs en attribuant la responsabilité au peuple. Le deuxième est plus insidieux et consiste à inculquer le défaitisme et la fatalité dans les esprits des jeunes générations.

Nous insistons sur la méthode hasardeuse du régime dans la gestion de la pandémie. La responsabilité première du non-respect du confinement incombe au régime. Tout simplement car il est « aux manettes » et dispose des moyens d'État pour concrétiser toute politique. Il est de son devoir d'emmener les plus

fragiles à respecter toute politique nécessaire avant de pouvoir exiger qu'elle soit respectée par tous. S'il est incapable de gouverner des indisciplinés, alors le régime n'a qu'à laisser le peuple choisir les indisciplinés qui sauront le faire.

Comment pouvons-nous exiger un respect strict du confinement et des gestes barrières quand on ne sensibilise que peu les Algériens aux risques du coronavirus et quand on n'apporte pas les aides sociales aux familles nécessiteuses pour leur permettre de traverser la crise, poussant ainsi les citoyennes et les citoyens qui vivent dans les conditions les plus précaires à commettre l'irréparable. C'est le cas de Rachid Boudjellal, père de deux enfants en bas âge, qui s'est immolé par le feu à Oran sur fond de précarité sociale et répression policière aveugle. Pouvons-nous réellement croire que nos concitoyens exposent sciemment et vainement leurs familles au coronavirus ?

Non, notre peuple est formidable. Il l'a prouvé par son attitude hautement civique qui s'est déclinée à répétition depuis le début du Hirak du 22 février 2019. Ce civisme est à contraster avec les débordements de plusieurs mouvements populaires récents issus de pays dits « démocratiques » et « civilisés » (les « Parapluies » à Hong-Kong, les « Gilets Jaunes » en France ou encore les « Black Lives Matter » aux USA).

Notre peuple est opprimé par le régime algérien, ne soyons pas ceux qui le méprisent. 🇩🇿



Réponse à Ahmed Ben Bensaada.

Cher Hocine Bensaada,

Que la Paix et la Bénédiction d'Allah soient sur toi.

Je ne doutais pas de ton existence avant que ton frère aîné te porte, un peu maladroitement, à mon attention. Je suis honoré de faire ta connaissance.

Je voudrais tout d'abord d'exprimer toute ma tristesse que tu aies été fauché à la fleur de l'âge, alors que tu effectuais ton service militaire, dans une armée détournée de ses missions constitutionnelles pour mener une « sale guerre ». Toute ma tristesse que tu n'aies pas pu voir fleurir les printemps, cueillir les automnes, et voir vieillir tes parents et grandir tes enfants.

Je ressens la même tristesse pour chacun et chacune des dizaines de milliers d'autres Algériens et Algériennes dont le cheminement de vie, tout aussi plein de promesses et de joies à venir, s'est terminé à cause d'une guerre qu'ils n'avaient pas choisie.

Tu n'es plus là où tu étais, tu as laissé un immense vide, mais tu es vivant et partout là où ton frère Ahmed porte ta mémoire. Toutes celles et tous ceux qui sont morts durant cette sale guerre, sous les ordres des chefs de l'armée ou contre eux, sont encore vivants, portés qu'ils sont par la mémoire des familles qui les ont chéries.

Ces mémoires, de part et d'autre, s'assemblent et se ressemblent dans ce qui est nostalgie et réminiscence des partages et des bonheurs des vies privées, mais elles continuent de s'entrechoquer dans ce qui relève de la mémoire commune. Rien n'a trop changé depuis les années 90. Il y a une mémoire officielle qui glorifie le choix des chefs de l'armée de plonger le pays dans la guerre ainsi que les personnes qui l'ont défendue de plein gré, ou forcés. Et une amnésie officielle du reste. En face, il y a des mémoires collectives, encore clandestines, qui ont d'autres narratifs sur les causes de cette guerre imposée, et sur les tenants et aboutissants des atrocités de ces années sanglantes. Les plus vivaces de ces mémoires sont celles portées par les mères de ceux dont on a voulu effacer même la mémoire...

L'Algérie d'aujourd'hui ressemble encore à l'Algérie de tes vingt ans. Rien n'a trop changé depuis. Le pays attend toujours un processus de vérité, de justice et de réconciliation pour que ces mémoires se parlent. Il attend la vérité comme exigence d'ouverture sur le passé, révélation et reconnaissance des faits, et comme transparence et clarté sur ce qui s'est passé. Il attend la justice comme réhabilitation, réparation, restitution, égalité, droits, cessation des pratiques oppressives, et punitions des crimes imprescrip-

tibles. Il attend enfin une véritable réconciliation, qui ne pourra s'instaurer qu'une fois que la cause fondamentale du conflit aura été résolue, par la restitution du pouvoir à des autorités civiles légitimement élues, et que les exigences de vérité et de justice auront été satisfaites.

La meilleure façon de commémorer et d'honorer ceux qui nous ont quitté est de prendre soin des vivants qui ont partagé leurs vies, de faire en sorte que plus jamais ne se reproduise dans notre pays une sale guerre. Et c'est ce dont je voudrais parler à ton frère Ahmed, qui j'espère aura pu soulager un tant soit peu son deuil en écrivant à ta place.

Quant à toi, je te dis que ton âme repose en paix et qu'Allah t'accorde Sa miséricorde.

Cher Ahmed,

Exprimer votre souffrance et votre indignation à la suite de la mort violente de votre frère est compréhensible et requiert la compassion de tous.

Faire porter à votre frère vos propres opinions politiques et vilipender en son nom d'autres personnes est en revanche inapproprié.

Je commencerai par dire que si je vous réponds ce n'est pas parce que vous avez proféré à mon encontre des accusations infondées, colportées par les divers canaux de la propagande noire du régime, chose par ailleurs assez troublante pour quelqu'un qui prétend fournir des références crédibles sur ce qu'il avance. Je ne répondrai pas aussi à vos insultes contre ma personne (« mains rouges », « les gens comme vous – qui ne travaillent que pour l'argent », « vous servez la destruction des Etats-nations », « adolescent en mal de célébrité », etc.). Certaines de ces formules constituent au sens du droit une diffamation, voire une calomnie. Le but de ma réponse concerne cependant le fond de votre démarche.

Nous n'avons manifestement pas la même grille de lecture de la crise algérienne. Vous répétez dans vos écrits, y compris votre dernier pamphlet sur le Hirak, la thèse selon laquelle le FIS serait « le seul » responsable du drame algérien, que ceux qui appellent à des enquêtes sérieuses, impartiales et crédibles sur les crimes commis dans les années 1990 ne sont que des « qui-tue-quistes » à la solde des « terroristes islamistes » ou de « puissances étrangères ».

Selon votre raisonnement et vos écrits, tous ces « méchants-vendus-traitres » n'avaient pour but que de « faire du mal » à l'Algérie. Cette « Algérie » qu'il convient, selon votre logique, à assimiler aux Nezzar, Lamari, Mediène et autres éradicateurs, intellectuels

et démocrates autoproclamés qui n'ont vu le salut de « leur » Algérie que dans l'élimination physique de tout ce qu'ils labélaient comme faisant partie de l'« hydre intégriste » ! Selon cette logique, les « gueux » et autres « va-nu-pieds » ayant voté pour le FIS ont mérité, par ce lèse-majesté, d'être déchus du titre d'« Algériens ».

Ma posture morale et politique a été aux antipodes de ceux qui ont dégorgé les discours de la diabolisation et de la négation. Je n'ai personnellement rejoint le FIS qu'après sa dissolution par les putschistes – je sais que vous n'êtes pas d'accord sur ce point mais, sur le plan du droit, il est indiscutable que ce qui a été commis en janvier 1992 est un coup d'État. Je n'ai jamais eu d'ambition politique pour ma personne, ni aspiré à une fonction officielle, et j'ai d'ailleurs quitté ce parti en 2004. J'ai soutenu le FIS par solidarité avec des milliers de ses membres ou sympathisants qui ont été torturés, assassinés ou disparus sur ordre des putschistes. Je ne parle pas de personnes qui ont pris les armes car ces derniers doivent assumer les conséquences de leur choix, mais de ceux qui ont été arrêtés devant leurs enfants ou sur leur lieu de travail. Je ne conteste nullement à qui que ce soit le droit de critiquer le FIS et le combattre politiquement, bien au contraire. Ce qui est cependant condamnable, aussi bien du point de vue moral que légal, c'est le fait de décider arbitrairement que ce parti ne peut exister en Algérie et que, pire, ses membres et sympathisants ne peuvent eux aussi exister – au sens propre du terme ! – dans leur pays.

Je n'ai aucun doute que, malgré la propagande tentant d'officialiser le narratif des putschistes, l'édifice de falsification s'écroulera et l'histoire retiendra qu'ils ont tenté d'asseoir le putsch par un politicide, c'est à dire la destruction physique délibérée d'une partie de la population sur la base de son allégeance politique. C'est là la seule explication qui peut rendre compte des violations massives et systématiques des droits de l'homme (emprisonnements, tortures, exécutions sommaires, disparitions, massacres) qui ont eu lieu, de leurs évolutions dans le temps, et en particulier de la géographie politique des massacres.

“ Malgré la propagande tentant d'officialiser le narratif des putschistes, l'édifice de falsification s'écroulera et l'histoire retiendra qu'ils ont tenté d'asseoir le putsch par un politicide. ”

Passons à un autre point.

Monsieur Bensaada, s'il est vrai comme vous le précisez que votre dernière intervention sur l'ENTV était faite à distance, vous avez bien été présents physiquement des plateaux des médias du régime algérien. Le problème n'est pas votre intention qui peut être défendable mais l'usage que fait le régime de vos participations. Votre livre a eu droit à une véritable promotion de la part de l'agence de presse officielle du pouvoir. Et je ne pense pas que vous soyez naïf à ce point pour confondre « défendre l'Algérie » avec défendre un régime, de surcroît illégitime. Vous êtes mû par une obstination : les révolutions arabes, y compris le Hirak, ne sont en fait qu'une manipulation de forces occultes étrangères.

La crainte de la manipulation est légitime et je la partage. Elle devient exagérée et insultante quand on réduit une révolution populaire au fait que deux ou trois ONGs d'un pays donné ont reçu des subventions de pays étrangers. Non pas que je soutienne personnellement ces ONGs ou leurs sponsors, loin de là. Il relève de transparence et de la redevabilité démocratique de montrer que telle entité a reçu telle somme de telle organisme, mais de là à tordre des faits pour en extraire des hypothèses selon lesquelles le Hirak serait récupéré par des officines US, le Qatar, ou je ne sais quel autre Etat, relève de l'extrapolation injustifiée et disproportionnée qui frise la paranoïa.

Est-ce que les soupçons d'être à la solde d'intérêts étrangers ne seraient-ils pas plus sérieux s'ils étaient dirigés contre Chakib Khelil, par exemple, plutôt que contre Bouchachi, « accusé » d'avoir assisté à une conférence financée par un organisme US ? Pourquoi ne pas dénoncer aussi la présence de hauts gradés de l'armée algérienne à des réunions de l'OTAN, côte à côte avec des officiers israéliens ?

Vos affirmations constituent par ailleurs une insulte au patriotisme et à la probité des millions d'Algériens et d'Algériennes qui ne réclament que leur droit de vivre libres et dignes dans un Etat de droit et souverain ! En effet, ils se voient assimilés soit à des traitres à la solde de l'étranger ou au mieux à des dupes manipulées par des forces occultes.

En outre, vos allégations attribuent implicitement aux Algériens un manque de maturité et surtout de s'être opposé à une « issaba » que vous confondez avec l'« Etat-nation » ! Or le peuple algérien n'a qu'un souhait, c'est de bâtir une nation souveraine, unie et forte et d'édifier un Etat de droit, de dignité et de bonne gouvernance. Cette ambition a été contrecarrée depuis l'indépendance par une élite militaire avec sa vitrine civile qui s'est accaparée le pouvoir, et a montré son visage le plus hideux

depuis les années 1990s avec ses Nezzar, Lamari, Mediène, Bouteflika, Ouyahia et le reste de la « Issaba ».

Je suis foncièrement contre toute ingérence étrangère en Algérie et ailleurs, notamment dans le Monde arabe, et n'ai rien à apprendre de vous à ce sujet. S'il y a eu vraisemblablement ingérence US dans les révolutions dites colorées, la situation dans le Monde arabe, et surtout en Algérie, est totalement différente. Il y a aussi un grave problème dans vos analyses qui tendent à nous dépendre, sous prétexte de refus d'ingérence étrangère, des dictateurs sanguinaires dans certains pays comme des garants de l'« Etat-nation » ! Le Hirak en Algérie est souverain, patriote, non-violent et ne se laissera pas manipuler, ni par des entités ou Etats étrangers, ni par le régime actuel et ses relais. Il est également inclusif et œuvre pour l'unité des Algériens. Vous, par contre, vous voulez l'« épurer » selon vos lubies : pas d'« islamistes », pas de Bouragaa, pas de Tabou, pas de Bouchachi, pas de Assoul, pas de Boumala, pas de Addi etc., les premiers étant selon vous des « sanguinaires » ou des apostats de la démocratie, les autres tout simplement vendus à des intérêts étrangers ! Les Algériens, ou du moins ce qu'il en reste, sont donc sommés selon cette logique de se contenter du pouvoir actuel ! Pensez-vous que ce pouvoir trouverait meilleure propagande que votre discours, et meilleur allié que vous ?

“ Le Hirak en Algérie est souverain, patriote, non-violent et ne se laissera pas manipuler, ni par des entités ou Etats étrangers, ni par le régime actuel et ses relais. Il est également inclusif et œuvre pour l'unité des Algériens. ”

Monsieur Bensaada,
Vous m'avez invité – je préfère comprendre de cette façon votre expression « je vous mets au défi » – à un débat. Bien évidemment je serai heureux d'y participer tout en vous précisant que je ne pense pas être un « ami » de France24. Je préciserai cependant que, pour moi, débattre n'est pas un but en soi, ni pour faire la promotion de « mon » livre ou gagner en notoriété. J'assume mes positions et n'attends rien en retour de qui que ce soit. J'ose espérer, cependant, que ceci ira dans la voie de la réconciliation des Algériens

et Algériennes et contribuera à apporter des jours meilleurs à notre peuple qui a trop souffert de la violence, l'arbitraire et de la bêtise. 🇩🇿

Mourad Dhina

Contexte :

Cette lettre a été rédigée le 19 juin 2020 et fait suite à un article publié par Ahmed Bensaada sur son site (http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=515:2020-06-06-14-48-26&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119)

où il fait référence à une vidéo où je le mentionne (<https://www.youtube.com/watch?v=0iA-MOsQyDDM>) à partir de la 18ème minute environ.

J'ai tenté en vain, depuis une semaine (26 juin 2020), de contacter Ahmed Bensaada (recherche sur réseaux sociaux, annuaire téléphonique du Canada et à travers un formulaire de contact sur son site) afin qu'il publie ce texte présent sur son site comme droit de réponse. Je n'ai à ce jour malheureusement toujours pas établi de contact avec Ahmed Bensaada.



Le scorpion et la grenouille, le régime et le Hirak

C'est l'histoire d'un scorpion qui aimerait traverser une rivière. Ne sachant pas nager il sollicite l'aide de la grenouille. D'abord hésitante, elle accepte de l'aider en pensant qu'il ne lui fera aucun mal. Après tout, la piquer avec son dard en pleine traversée sera fatal pour les deux. Elle périra par poison et lui par noyade. La grenouille accepte, le scorpion embarque sur son dos mais ne peut pas s'empêcher de la piquer à mi-chemin. Dans son agonie, la grenouille demande la raison au scorpion qui lui rétorque : « car c'est dans ma nature ».

Le régime colonial français a poignardé le peuple algérien dans le dos le 8 mai 1945. Les Algériens étaient sortis en masse réclamer pacifiquement liberté et indépendance. La réponse du régime colonial fut sanglante. Quelques années auparavant, fragilisés par les batailles perdues contre la Wehrmacht de l'Allemagne nazie, les Français avaient pourtant promis liberté, indépendance et autodétermination aux Algériens contre leur enrôlement aux côtés des forces alliées.

Le régime algérien, ignoble héritier du régime colonial, a aussi poignardé les Algériens dans le dos. D'abord en opposant armes et chars d'assaut aux protestations pacifiques des Algériens en juin 1991. Ensuite en les massacrant, pendant la décennie sanglante, pour avoir mal voté en décembre 1991. Avant cela, fragilisé par le printemps démocratique d'Octobre 88, le régime avait pourtant promis liberté,

démocratie et pleine citoyenneté aux Algériens.

Tebboune et ceux qui l'ont propulsé à la façade du pouvoir réitérent ces méfaits et nous offrent une nouvelle démonstration de leur nature. Fragilisés par le Hirak du 22 février, ils avaient tenté de séduire les Algériens en faisant l'éloge du soulèvement populaire non violent. Ce dernier serait « honorable » et aurait « sauvé le pays d'un deuxième régime colonial ». Pourtant le naturel du régime est revenu au galop dès que le Hirak a décidé de suspendre les manifestations publiques. D'abord en châtiant les figures du Hirak (kidnapping, torture, arrestations arbitraires, peines judiciaires iniques, etc.) ensuite en tentant de promulguer des lois liberticides.

Lâcheté et trahison, telle est la nature du régime algérien post-1991 héritier du régime colonial français. Et comme pour notre scorpion, le régime nous offre à chaque circonstance le spectacle de sa nature vile : tendre avec les puissants et cruel avec les faibles.

Là où le régime voit une faiblesse dans la suspension des manifestations publiques. Nous y voyons une preuve de maturité pour le Hirak soucieux de préserver la santé de son peuple. Les manifestations seront bientôt déconfinées pour retrouver la rue de la liberté. Mais cette fois-ci, il sera conforté dans la justesse de sa radicalité contre ce régime autoritaire et corrompu: yetnahaw ga'a & madaniya machi askariya. 🇩🇿

Discours du Président BenYoucef Benkhedda, 03 Août 1962.



<https://youtu.be/LrEqraGyfTE>

Aziz Bekakria et la marche pour la dignité

Aziz Bekakria est un activiste des droits humains de la première heure. Il est né en 1983 à Tébessa dans une famille conservatrice, il a dû abandonner ses études supérieures en ingénierie navale à l'université d'Oran à cause des conditions précaires de sa famille.

Il intègre les rangs de l'armée populaire en 2002 avec le grade de sergent avant de décider de la quitter en 2006 à cause de l'inadéquation de ses opinions avec l'environnement militaire. Ses débuts dans le militantisme pour les droits humains remontent à 2013 l'année où il rejoint le CNDDC (Comité National de Défense des Droits des Chômeurs). Il en devient rapidement président d'une section. En 2014, il s'engage dans la LADDH (Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'homme), avant d'intégrer le mouvement Rachad en 2017. Il purge actuellement une peine de 18 mois assortie d'une amende de 100'000DA pour avoir publié des messages contestataires sur Facebook.

Aziz est connu pour avoir effectué une « marche de la dignité » inspirée des méthodes de protestation non-violentes de Gandhi. Son but était de dénoncer l'oppression du régime et les atteintes récurrentes au droit fondamental d'expression. Il s'agissait aussi d'une protestation contre les nombreuses arrestations pour délits d'opinion.

Aziz a commencé sa marche le 18 janvier 2019 en partant de Tébessa (extrême-est algérien) arrivant à Alger. Il a parcouru 588 km en 22 jours dans des conditions difficiles de grand-froid (comme l'en témoigne la vidéo ci-bas). Il a été accompagné par de nombreux militants et activistes qui ont bravé ensemble les conditions météorologiques extrêmes et les nombreuses tentatives d'intimidation des forces policières. 🏠

Nous demandons la libération d'Aziz et tous les détenus d'opinion.

Vidéo: Qui est Aziz Bekakria?

<https://www.youtube.com/watch?v=GdxfxEiDqyk>



رشاد
RACHAD

PayPal

Soutenez le

Mouvement Rachad



[Rachad.Algeria](https://www.facebook.com/Rachad.Algeria)

